



RAPPORT DE MONITORING

LES MEDIAS MALGACHES FACE AU DEFI DE L'INDEPENDANCE ET DE L'APAISEMENT

(Février 2018)

En partenariat avec



Ce projet est financé par l'Union européenne

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| I. GENERALITES..... | 3 |
| A. Introduction | 3 |
| B. Présentation de l'analyse | 3 |
| C. Echantillon d'analyse..... | 4 |
| II. RESULTAT DE L'ANALYSE | 6 |
| A. Etat des lieux des foyers de tension électorale | 6 |
| Section 1. Les catégories de foyers de tension électorale | 7 |
| Section 2 : Les facteurs externes de foyers de tension électorale | 12 |
| B. Média amplificateur / pacificateur des FTE | 14 |
| Section 1 : Absence /présence d'information sur le conflit dans le média..... | 14 |
| Section 2 : La posture du média par rapport aux FTE | 16 |

I. GENERALITES

A. Introduction

L'Unité de Monitoring des Médias ou UMM – composée des membres de l'ONG Communication Idea Development – effectue une analyse de la couverture médiatique dans le cadre du « Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar ». Ce projet financé par l'Union européenne, est mis en œuvre par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), en partenariat avec les organisations de la société civile malgache, en l'occurrence le Comité national d'observation des élections (KMF-CNOE), Liberty 32, la Coalition des radios pour la consolidation de la paix, et l'Association des universitaires pour la promotion du genre (AUPROG).

En se basant sur les expériences et l'expertise développées à travers le Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections (PACTE) et le Projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix et Leadership (INCIPALS), l'UMM entreprend des analyses des contenus des médias, afin de fournir aux acteurs impliqués dans la prévention et la résolution des conflits électoraux, particulièrement ceux concernés par le système d'alerte précoce et réponse rapide, un outil d'aide aux décisions ; et aux professionnels de l'information des instruments destinés à la promotion de l'autorégulation, mais également à la professionnalisation des médias. L'UMM publiera des rapports qualitatifs et quantitatifs hebdomadaires et périodiques focalisés sur différents volets d'analyse.

Le présent document rapporte l'état des lieux de la couverture des foyers de tension électorale dans les médias. Les résultats issus de cette analyse répondent aux objectifs du projet, à savoir contribuer à la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé. Spécifiquement, il s'agit de renforcer les capacités de la société civile, des médias et autres parties prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections.

B. Présentation de l'analyse

Dans la manière dont ils restituent les informations, les médias ne peuvent rester neutres, que ce soit dans le choix des vocabulaires, des images diffusées ou du ton utilisé. Ces éléments impactent nécessairement sur l'opinion publique, bien que le média s'efforce de relater la réalité qu'il observe le plus fidèlement possible. La couverture des foyers de tension électorale requiert d'autant plus de vigilance en raison de la nature sensible de l'information. En effet, les médias ont la capacité de créer un climat d'apaisement face aux conflits ou à l'inverse, d'alimenter les tensions. Les médias peuvent moduler la perception du public sur l'ampleur d'un conflit, sur l'image des protagonistes et sur la situation en elle-même, en fonction de la manière dont ils couvrent les événements.

L'objectif est ainsi d'évaluer les modalités de représentation médiatique et le traitement que ces conflits reçoivent sur les différents médias. Les résultats de cette étude serviront à identifier de manière précoce

toute situation de tension qui se manifeste dans le pays et qui reçoit une couverture de la part des médias nationaux ; et de suivre l'évolution de la pratique journalistique relative au traitement des informations sur les conflits électoraux.

C. Echantillon d'analyse

Le paysage médiatique à Madagascar est en constante évolution. Des changements apparaissent en termes de quantité (profusion de médias) ou en termes de qualité (médias à tendance politique, médias à vocation religieuse, entre autres). Dans l'échantillonnage des médias à analyser, nous avons tenté de tenir compte de plusieurs facteurs tels que la propriété des médias et leur audience. Néanmoins, la sélection des radios analysées prend prioritairement en considération la vocation informative du média et son intérêt pour les thèmes d'intérêt public, voire politique.

Cette étude a été réalisée par les analystes de l'UMM au niveau central, qui sont établis à Antananarivo. A cet effet, elle se base sur l'analyse des médias dits classiques (radio, télévision et presse écrite) et de la presse en ligne qui disposent d'une couverture à Antananarivo. La période d'analyse se résume ainsi :

- Période d'analyse : du 8 au 22 février 2018 pour la presse écrite

du 12 au 26 février 2018 pour l'audiovisuel

du 23 février au 2 mars 2018 pour la presse en ligne

- Plage horaire : de 7h00 à 16h00 pour la radio

de 16h00 à 24h00 pour la TV

| |
|--------------------|
| Audiovisuel |
|--------------------|

4 chaînes TV: TVM, TV Plus, I-BC, Kolo TV

8 stations de radio : RNM, Radio Plus, Free FM, Antsiva, Kolo FM, Viva Radio, RDJ, RDB

Emissions analysées :

- Programme d'information (journal parlé et télévisé)
- Emission interactive
- Emission d'analyse/Chronique politique
- Magazine
- Débat politique / Social
- Communication institutionnelle
- Spot de propagande politique

Presse écrite

10 quotidiens ont été également soumis à une observation systématique. Il s'agit de L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, La Vérité, La Gazette de la Grande île, Tia Tanindrazana, Madagascar-Laza, Les Nouvelles, Free News, La Ligne de Mire, et Inona no Vaovao.

Presse en ligne

Madagate.org et Madagascar-Tribune.com

II. RESULTAT DE L'ANALYSE

Le présent document dresse un état des lieux des événements considérés comme sensibles du point de vue du déroulement du processus électoral (1^{ère} partie) et évalue le rôle joué par les médias dans la résolution/aggravation des conflits répertoriés (2^{ème} partie).

A. Etat des lieux des foyers de tension électorale

Grâce à leur vocation informative et à leur présence sur le terrain, les médias constituent un instrument privilégié pour détecter de manière précoce les situations potentielles de conflit, et pour en saisir la portée. La première partie du rapport se focalise sur les foyers de tension électorale (dorénavant FTE) qui se sont manifestés dans le pays et qui ont reçu une couverture dans les médias. L'analyse met en exergue les éléments suivants :

- Les catégories de FTE et ;
- Les facteurs externes de conflits électoraux

Ce type d'analyse permet de recenser les FTE et d'évaluer la situation afin que des actions de prévention et des réponses puissent être apportées. Il permet également de comprendre les causes et les résultats des FTE et partant, la dynamique du conflit.

Dans notre définition, les foyers de tension sont des situations sensibles pouvant dégénérer dans des conflits sur une large échelle. Les foyers de tension électorale représentent donc toute situation sensible susceptible de provoquer des conflits ayant trait au processus électoral et, qui pourront ainsi mettre à mal le bon déroulement des scrutins – avant, pendant et après. Ces conflits peuvent influencer la conduite électorale des électeurs, des candidats, des fonctionnaires ou d'autres acteurs et/ou à porter atteinte au résultat des élections.

Durant la phase pré-électorale, les FTE sont généralement liés au manque de consensus relatif au jeu électoral. La situation peut paraître minime au cours de cette phase, mais sans une maîtrise provenant des acteurs du processus, il existe un risque potentiel que ces situations s'accumulent et deviennent sources de conflit.

Section 1. Les catégories de foyers de tension électorale

Les foyers de tension électorale peuvent être divisés en 4 catégories, en l'occurrence les FTE d'ordre verbal et symbolique, les FTE d'ordre structurel, les FTE d'origine physique, ainsi que les FTE de type psychologique.

a) Les FTE à caractère verbal et symbolique

Les foyers de tension d'ordre verbal et symbolique sont décrits comme des situations sensibles du point de vue des élections, qui trouvent leur origine dans des discours de haine, d'incitations à la violence, des propos discriminatoires, des propos incitant à l'intolérance religieuse, des propos diffamatoires, des propos belliqueux et offensants et dans des stéréotypes sexistes. Tous les discours ne présentent pas la même gravité, à l'exemple des propos belliqueux. Sauf dans les cas extrêmes se rapprochant de l'injure, ils sont généralement admis au nom de la liberté d'expression – qui est l'un des piliers d'une société démocratique – et parfois considérés comme des éléments de folklore du discours politique. Toutefois, ils sont découragés par les Codes de déontologie journalistique et par les Codes de bonne conduite des partis politiques, notamment en période électorale, car ils contribuent à faire du discours public un espace d'agressivité, voire de règlement de comptes, et ne jouent pas en faveur d'un climat apaisé et d'un débat tolérant et ouvert.

Les foyers de tension d'ordre symbolique sont décrits comme des slogans ou des chansons qui visent à discréditer des adversaires politiques.

Les auditeurs qui interviennent dans les émissions interactives des radios sont parfois sources de FTE à travers leurs discours. Sur une radio faisant partie de l'échantillon, une auditrice a traité les tenants du pouvoir de « cons, les plus cons qu'on puisse trouver ». Et d'ajouter « Quelles conditions doivent être réunies pour qu'on décide de faire un coup d'Etat ? Ce régime doit être destitué ».

Une analyse spécifique est accordée aux discours incendiaires dont **les sources sont les médias**. Il résulte de l'analyse que la presse écrite (en ligne et classique) attise davantage les tensions, comparée aux médias audiovisuels, dans leur comportement et leur discours.

Dans la presse écrite, spécifiquement, la tendance à la diabolisation des adversaires politiques est récurrente. A titre d'illustration, un quotidien titre son éditorial « Démonikrasia », qualifiant ainsi l'ancien président de la Transition Andry Rajoelina de « démon », bien que le terme soit utilisé avec subtilité. Le journal adopte le même ton pour parler de cette personnalité. Son journaliste écrit notamment qu'« on ne peut saluer son initiative (ndlr : projet de société dénommé Initiative pour l'Emergence de Madagascar) après avoir contribué à la descente aux enfers du pays ».

Toujours dans son éditorial, le même journal a déclaré que « les produits de Tiko (société AAA) sont des produits pirates étant donné que l'entreprise est officiellement fermée. Les causes de la fermeture : non-paiement d'impôts (évalués à des milliards d'Ariary), vol d'électricité et non-respect de la loi, en ce que l'« entreprise n'a pas de certificat de conformité ». L'affaire du vol d'électricité n'étant pas encore jugée,

il s'agit semble-t-il d'une accusation sans fondement, qui pourrait avoir pour conséquence de discréditer un candidat potentiel aux yeux de l'opinion publique.

Un autre journal affirme que « Nous avons là affaire à des filous qui jouent à interpréter la loi à leur guise. Ce jeu politique vise clairement à empêcher les Malgaches à se préparer au scrutin », faisant référence au pouvoir actuel et au calendrier électoral.

Dans sa chronique intitulée « Madagascar. 2018, année de tous les dangers mais fin du règne cauchemardesque des parvenus », un média est également à l'origine de propos incendiaires ciblant les tenants du pouvoir, qui sont qualifiés d'« arrivistes. Ils sont traîtres, ingrats, nihilistes, incultes, incompetents, frimeurs, vénaux, corrompus, vendus, affairistes, trafiquants, voleurs, despotiques et népotistes ».

Un média a parlé du projet de loi sur les élections, en indiquant que ce « projet de loi sera voté par quelques députés moyennant une mallette bourrée de billets de 10.000 Ariary nouveaux et/ou anciens. Pas la peine de chercher des preuves », a expliqué le média.

b) Les FTE d'ordre psychologique

Les foyers de tension d'ordre psychologique sont des situations marquées par un sentiment de peur suscité par des parties prenantes au processus électoral. Ces situations peuvent avoir des effets sur la candidature aux élections ou encore sur le taux de participation au vote.

A travers le traitement qu'ils accordent aux informations relatives aux élections, les médias peuvent susciter la peur. Ainsi, un journal en ligne remet en cause la crédibilité des futures élections, en indiquant qu'« avec l'impopolarité avérée de ce régime, les futures élections seront une grande farce, source de toutes les contestations prévisibles, possibles et même inimaginables. Les lois électorales floutées et le calendrier électoral sont devenus des devinettes qui risquent d'ébranler les institutions déjà fragiles de cette burlesque comédie républicaine. Le pays n'est plus une République bananière mais pire: Madagascar est devenu une République de Catins. De toute cette carambole de catins, le pays va traverser une année de tous les dangers »

Une chaîne de radio dans son analyse précédant le journal parlé, sur un ton de mise en garde, a appelé les tenants du pouvoir à rester à l'écoute de sa population afin de pallier à « une éventuelle explosion sociale ». En effet, selon l'analyste de la station, « les élections ne sont pas en elles-mêmes une source de conflit. Seulement, les crises post-électorales sont tributaires d'un mal plus profond qui s'inscrit dans une durée plus longue, dans un mal être généralisé qui s'éternise tout au long d'un mandat électoral. Il importe donc que les tenants du pouvoir trouvent la source qui pourrait engendrer cette crise ».

La plateforme politique DFP (Dinika ho an'ny fanavotam-pirenena), pour sa part, a déclaré dans un média local, qu'elle craint le pire avec l'approche des élections. Elle craint qu'il n'y ait des affrontements étant donné les positions des différents acteurs politiques. « Marc Ravalomanana avait promis des troubles au cas où il ne pourrait être candidat à la prochaine élection présidentielle », rappelle la plateforme.

Sur une autre radio, le parti Antoko Miombon'ezaka a interpellé les politiciens quant à « une crise potentielle si les dirigeants actuels ne sont pas conscients de l'impact de leur mauvaise gouvernance. Il affirme également que les élections doivent se faire cette année, au risque d'un soulèvement populaire. Le parti a peur que des événements imprévus ne surviennent et ne gâchent les chances d'une élection libre et apaisée ».

c) Les FTE d'origine structurelle

Les foyers de tension de nature structurelle naissent de manipulations des cadres juridiques et institutionnels dont le but est d'écarter ou d'exclure des individus qui font normalement partie du processus électoral ou de la sphère politique en général. Autrement dit, l'origine de la situation se trouve rarement être le média, dans la mesure où l'élaboration des lois et des cadres institutionnels relève davantage des responsables étatiques. L'absence de règles claires qui régissent les scrutins ou encore la remise en question de l'inclusivité des processus d'élaboration des cadres juridiques relatifs aux scrutins rentrent dans cette catégorie de FTE.

L'absence de cadre juridique régissant les élections constitue l'exemple le plus récurrent durant la période d'analyse. Nous retenons ici l'interview de Thierry Rakotonarivo, vice-président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). D'après ses explications, la législation en vigueur ne prévoit pas les aspects du processus électoral relatifs à l'achat des matériels électoraux et à l'encadrement de la campagne électorale. Il explique qu'« il n'existe aucune loi prévue pour encadrer l'élection présidentielle et les élections législatives à l'heure actuelle. Les lois existantes concernent exclusivement l'élection du premier président de la IV^{ème} République et des premiers députés de la IV^{ème} République » (**KOLO TV**) La CENI a donc demandé la promulgation du nouveau Code électoral avant la fin du mois de mars, afin de garantir la crédibilité et la transparence des élections. Pour cause, la loi prévoit que le Code électoral doit sortir 8 mois avant la tenue des élections. Ce Code électoral régira les élections présidentielles et législatives. Les médias rapportent que les différentes formations politiques, la CENI, ainsi que la population s'inquiètent que le calendrier électoral ne soit pas encore publié. Le quotidien **Inona no Vaovao** rapporte la déclaration du KMF/CNOE qui dénonce le fait que le calendrier électoral ne soit pas encore sorti ou encore que les textes électoraux ne soient pas encore votés. De son côté, le président du Sénat et non moins président du parti au pouvoir HVM, a rassuré que le calendrier électoral sera maintenu. « Il faut cependant, considérer l'éventualité selon laquelle les parlementaires n'adoptent pas de code électoral à temps ». Selon Rivo Rakotovo, « si cela devait arriver, il faudra trouver un compromis ». Les auditeurs intervenus dans les émissions interactives déplorent que « jusqu'ici, le gouvernement ne se soucie guère des textes électoraux et du calendrier électoral. Les tenants du pouvoir sont plutôt affairés à la pré-campagne ».

D'ailleurs, les médias analysés ont également suivi les informations concernant l'autorisation d'organiser des manifestations politiques. Certains d'entre eux ont relevé un traitement inégal dans l'octroi des autorisations pour l'organisation de meeting, en ce sens où le parti au pouvoir, le HVM a pu tenir une manifestation dans la région Anosy, tandis que l'ancien Président Marc Ravalomanana et ses partisans ont été interdits de le faire. Pour contextualiser les faits, le meeting de Marc Ravalomanana à Taolagnaro, le 21 janvier 2018, a été interrompu. Quelques instants seulement après le début de la rencontre dans un lieu

privé, des éléments des forces de l'ordre ont quadrillé les alentours du lieu. D'après les autorités civiles et militaires, le meeting de Marc Ravalomanana a été prohibé pour des raisons de sécurité. Et quelques minutes après le début de la prise de parole de l'ancien Chef d'Etat, l'électricité de la localité a été coupée et les matériels de sonorisation démontés de force. Les appareils de prise de photo ont également été confisqués, selon le député Guy Rivo Randrianarisoa. Rappelons que lors de sa descente à Toliara deux semaines auparavant, l'ancien président Marc Ravalomanana avait été accueilli à l'aéroport de Toliara par une troupe de jeunes gens brandissant des photocopies A4 sur lesquels étaient écrits « Ravalomanana dehors ». Le véhicule à bord duquel se déplaçait Marc Ravalomanana avait été maltraité par ces mêmes jeunes. Le journal **Les Nouvelles** du 20 janvier 2018 explique qu'après Toliara où il a été accueilli par des inscriptions à caractère tribaliste, Marc Ravalomanana a été à Taolagnaro où il a été sommé de quitter son hôtel par un haut responsable de la Région. La rencontre a été fortement réprimée par les forces de l'ordre, qui ont fait intrusion dans le lieu pour détruire les matériels de sonorisation, les appareils photo et vidéo de ceux qui ont suivi l'événement. Or, le parti au pouvoir HVM a tenu un meeting à Taolagnaro un mois plus tard, soit le 17 février 2018. Le meeting, qualifié de « propagande avant la lettre » a reçu l'autorisation des responsables étatiques. En effet, le parti a saisi l'occasion pour présenter à la population le ministre coach de la région Anosy qui n'est autre que le ministre du Commerce, Nourdine Chabani. Plus de 30 000 personnes ont assisté à cette cérémonie qui a également vu la présence des élus locaux. Un grand carnaval a été organisé durant la matinée, suivi du discours qui s'est tenu devant l'Hôtel de ville dans l'après-midi. Face à ces situations, la société civile par l'intermédiaire du KMF-CNOE a dénoncé le fait que les dirigeants se lancent dans une propagande avant l'heure. « Toutes les parties prenantes sont bloquées à l'instar des partis politiques qui se trouvent dans l'incapacité à préparer leurs candidatures, tandis que de son côté le parti HVM se donne à cœur joie pour s'emparer de la scène politique et se mettre en avant, abusant de prérogatives de puissance publique pour faire sa propagande », dénonce **La Gazette de la Grande Île**. Le journal **Les Nouvelles** précise également une « égalité imparfaite des postulants dans la préparation pour la conquête de la magistrature suprême. En toute légalité, il sillonne le pays aux frais de l'Etat, à la rencontre de la population du haut de sa fonction et jouit d'une tribune dont ne dispose pas ses concurrents »

Concernant la CENI, les informations parues dans les médias, mettant en cause son indépendance méritent également une considération. Les accusations de **La Gazette de la Grande Île**, selon lesquelles « la CENI ne fait montre d'aucune autorité face à la situation et prend partie pour le régime Rajaonarimampianina », constituent une illustration. Pour répondre à ces accusations, le vice-président de la CENI, Thierry Rakotonarivo, a déclaré que la CENI n'a que faire des pressions et menaces de toutes parts car elle se veut indépendante et entend organiser le prochain scrutin de manière transparente et crédible.

Un autre exemple de FTE d'origine structurelle est la question de l'application du verdict dans l'affaire des événements meurtriers du 7 février 2009, ayant condamné par contumace l'ancien Président Marc Ravalomanana à une peine de travaux forcés à perpétuité. En effet, durant la commémoration de ces événements, la délégation du parti MAPAR (parti de l'ancien Président de la Transition, Andry Rajoelina), conduite par Christine Razanamahasoa, a insisté sur l'application du verdict sur cette affaire. Une condamnation judiciaire pourrait constituer un obstacle à une éventuelle candidature de Marc Ravalomanana aux élections. De leur côté, les partisans de Marc Ravalomanana se défendent en mettant la responsabilité de la tuerie du 7 février 2009 sur le compte de ceux qui ont mené la foule vers une zone rouge, évoquant ainsi le camp de Andry Rajoelina. Un des journaux analysés a mentionné que « des

rumeurs circulent selon lesquelles tout sera fait pour que les anciens Présidents ne puissent pas se présenter aux présidentielles de 2018 ». Les « condamnations ainsi que les procès de Marc Ravalomanana sont des manœuvres politiques à son encontre », jugent les partisans de Marc Ravalomanana (**L'Express de Madagascar**).

Bon nombre d'informations se rapportant à la réconciliation nationale, en lien avec le processus électoral, ont été répertoriés dans les médias. Ceci démontre que les mécanismes visant à promouvoir une culture de dialogue des partis politiques sont des facteurs déterminants pour la réussite des élections. La guerre de leadership dans la conduite de la réconciliation nationale ainsi que l'opportunité d'organiser cette démarche avant les élections, constituent les points sur lesquels les médias se sont intéressés. Le Cercle de réflexion Le Grand Pardon a déclaré que « les Malgaches doivent procéder à la réconciliation et au grand pardon pour assurer la transparence des élections, surtout entre les anciens Chefs d'Etat qui prévoient de participer aux prochains scrutins. Ces derniers ont tous d'une manière ou d'une autre contribué à la misère de ce pays », poursuit cette entité. Lors de la rencontre entre le Premier ministre et le président du Conseil pour la Réconciliation Malgache ou CFM, le premier a témoigné de la confiance qu'il accorde au CFM pour assurer la paix et la stabilité durant les élections. Le numéro un du gouvernement a, en effet, souligné que seule cette entité est habilitée à assurer cette mission. Ainsi le gouvernement se dit prêt à porter main forte au CFM dans la réalisation de la réconciliation nationale.

Au-delà de la période d'analyse, d'autres FTE ont été recensés, dont la plupart sont d'ordre structurel, faisant suite à l'ouverture de la première session extraordinaire du Parlement de l'année 2018. Les informations se rapportant au contenu des projets de loi organique portant sur l'élection présidentielle et celle relative au régime général des élections et des référendums ainsi que le projet de loi sur le recouvrement et l'affectation des avoirs illicites, ont créé des remous au sein du monde politique. Les réformes concernant la durée des campagnes électorales, les dossiers à fournir, les conditions d'éligibilité, la question de l'utilisation de bulletin unique, la réglementation des publicités commerciales dans les médias privés, le droit d'accès à tous les services de radiodiffusion et de télévision pour les candidats, constituent les principaux points de discorde.

A partir de ces FTE répertoriés, il émane que ceux d'origine structurelle sont prédominants, de même que les FTE d'origine psychologique et dans une moindre proportion, les FTE de nature verbale et symbolique. A l'inverse, les FTE d'ordre physique sont beaucoup moins présents. Notons que les foyers de tension sont d'ordre physique lorsqu'ils trouvent leur source dans des actes portant atteinte à l'intégrité physique d'une ou de plusieurs personne(s) et que ces actes ont trait aux élections. Cependant, il n'est pas rare que la catégorisation du FTE soit difficile lorsqu'un même événement rentre dans plusieurs catégories. C'est notamment le cas lorsque la manipulation de la loi vise également à intimider un candidat et à créer un sentiment de peur.

Section 2 : Les facteurs externes de foyers de tension électorale

A côté des FTE proprement dits, qui sont des faits/événements en cours ou des signes annonciateurs de conflits ; il existe des facteurs externes qui sont considérés comme étant les causes sous-jacentes des FTE dans la mesure où ils créent un climat défavorable au bon fonctionnement des élections. L'analyse de ces facteurs permet d'effectuer un diagnostic du climat électoral et éventuellement, d'identifier la réponse adaptée.

Le manque de transparence dans la gestion des finances publiques qui a pour conséquence, un manque de confiance des citoyens envers les dirigeants étatiques, constitue l'un des principaux facteurs externes identifiés durant l'analyse de la couverture médiatique. En effet, la défaillance des mécanismes d'application de la redevabilité est susceptible d'avoir une incidence sur le processus électoral, et plus spécifiquement sur le niveau de désengagement ou d'adhésion des citoyens aux décisions du gouvernement en place. Le gouvernement en place étant concerné de près ou de loin par la question du financement du processus électoral, le manque de redevabilité pourrait avoir des impacts sur le bon déroulement de la compétition électorale. Durant la période d'analyse, un Facebooknaute a remarqué les dépenses faramineuses du ministère de la Sécurité publique pour l'achat de pneus et l'entretien d'un seul véhicule, dépenses qui s'élèvent à plusieurs milliards d'Ariary. La publication des informations sur cette passation de marchés publics sur le réseau social Facebook, a suscité de vives réactions de la part des internautes. L'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), en tant qu'organe de contrôle des marchés publics, a été la cible des critiques, son manque de rigueur a notamment été pointé du doigt. Finalement, les autorités étatiques ont rétorqué que les responsables de l'administration ont fait une erreur de saisie des données. La ministre des Finances et du Budget a souligné qu'il ne s'agit nullement d'une faute professionnelle, ce qui a également suscité la polémique. Dans le même sens, le team building du gouvernement organisé les 13 et 14 février 2018 à Mantasoa a suscité les critiques de certains auditeurs des émissions interactives. A titre d'illustration, un des auditeurs s'est interrogé « pourquoi les dirigeants dépensent-ils autant d'argent. C'est une insulte faite à la population face à la cherté de la vie. Dites-nous exactement combien vous avez dépensé à Mantasoa, la situation des Malgaches est déplorable ».

Le langage des médias vis-à-vis des forces de sécurité malgaches laisse transparaître une certaine méfiance, qui pourrait constituer également un obstacle au bon déroulement des élections. En raison de leurs interventions pour mettre fin à certaines manifestations, les forces de l'ordre sont souvent jugées comme étant « instrumentalisées ». Un article publié le 24 janvier 2018 par **L'Express de Madagascar** s'intitulant « Forces armées face au défi de l'impartialité » montre une inquiétude concernant le rôle que vont jouer les forces de sécurité dans le processus électoral. Le média a déclaré qu'« outre défendre la quiétude du processus électoral, l'impartialité sera le principal défi auquel devront faire face les Forces armées durant cette année. En 2009, l'engagement d'une partie des militaires a grandement contribué à diriger le pays dans une voie extraconstitutionnelle. Des faits récents, comme l'interdiction de l'ancien Président Marc Ravalomanana, candidat annoncé à la présidentielle, de tenir un meeting politique à Tolagnaro, indiquent que les obligations légales des Forces armées pourraient, dans certains cas, compromettre leur impartialité. Que ce soit en matière de maintien de l'ordre ou de la défense extérieure et intérieure de la Nation, les gendarmes et les militaires sont effectivement soumis à la subordination des tenants du pouvoir politique ou administratif. »

Outre le langage employé par les médias pour parler des forces de sécurité, les couvertures médiatiques relatives à la situation sécuritaire en général démontrent que l'insécurité crée un environnement défavorable à la bonne tenue des élections. Durant la période d'analyse, les vols de zébus dans le district d'Ikalamavony ont été jugés « alarmants ». Le district a été victime de deux attaques successives des dahalo (voleurs de bovidés). Des voleurs de zébus lourdement armés ont pris d'assaut les villages d'Ambatomainty et de Manamisoa. Quelques jours plus tard, une trentaine de dahalo, la majorité équipée d'armes à feu ont attaqué Fotadalina. 180 zébus ont été dérobés. Dans un autre district, celui d'Ambato Boeny, une quarantaine de dahalo armés ont attaqué le village de Petara Mahamay dans la Commune d'Antanimarina dans la nuit du 17 février 2018. Ils ont dérobé les zébus et ont incendié le village, faisant un bilan de 1 mort et 27 maisons brûlées. La tendance des incidents relevés fait état d'une insécurité que les médias ne manquent pas de critiquer.

Parmi les facteurs externes de FTE, peut être inclus une situation économique fragile qui peut avoir une influence négative sur le déroulement des élections. A partir de la compilation de la couverture médiatique de la situation socio-économique, nous observons une tendance des médias à parler d'une inflation généralisée. Les médias évoquent une « flambée du prix de l'électricité », d'une « hausse conséquente des prix des produits de première nécessité », notamment dans la région Sava, et d'une « révision à la hausse du prix à la pompe du carburant ». Une caricature de l'édition du journal **Inona no Vaovao** décrit le quotidien vécu par la population, par rapport à la flambée des prix des produits de première nécessité, s'ajoute à cela la hausse des factures d'électricité et une image de deux individus qui ne peuvent supporter l'inflation.

Un autre facteur externe a été enregistré durant la période d'analyse. Il s'agit des conflits liés à l'évolution des rapports de force politique. Pour relater les faits, le pouvoir central – par le biais du ministère en charge des Projets présidentiels et de l'Aménagement du territoire (M2PATE) et la Préfecture de police – est régulièrement en bataille avec la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) dont la Mairesse n'est autre que l'épouse de l'ancien Président Marc Ravalomanana. Dans la première affaire, des terrains domaniaux se trouvent au cœur de la discorde. Ces bras-de-fer concernent l'abattoir d'Andohatapenaka en 2015. Suivie de l'affaire concernant les alentours du lac d'Anosy et du jardin de Mahamasina qui ont été clôturés par le M2PATE en 2018. Dans la seconde affaire, le Préfet de police a relevé des irrégularités dans la gestion budgétaire de la CUA, suite à un contrôle de légalité. Dans la mesure où le budget de la Commune a été gelé, les responsables de cette entité se sont plaints du manque de matériels, et de la suspension du paiement des salaires. La Préfecture pointe du doigt, entre autres, le retard conséquent au niveau de l'exécution de la session budgétaire qui était censé être organisé en août 2017 et qui n'a pourtant été exécuté qu'en décembre 2017. Selon la procédure, l'évaluation du budget se fait pourtant en 1 mois. De son côté, Julien Andriamorasata, Deuxième Adjoint au Maire a expliqué que le budget primitif une fois validé, peut être exécuté, surtout pour les dépenses pressantes. Selon ses affirmations, le budget a été envoyé à la Préfecture juste par respect de la hiérarchie.

Dans une autre affaire, la société d'Etat de distribution d'électricité (JIRAMA) a porté plainte contre la société AAA appartenant à l'ancien Président Marc Ravalomanana, pour branchements illicites. Trois contrôles ont été effectués par la JIRAMA afin de vérifier la véracité des faits. La JIRAMA a coupé l'alimentation en électricité, ce qui a entraîné l'arrêt de l'usine et les employés ont été mis au chômage technique. Les sociétés installées à Antsirabe et à Behoririka, ont été fermés par ordre verbal. Les stocks

ont été saisis, ont rapporté les journaux. Le contrôle de la JIRAMA s'étant avéré infructueux, les partisans de Marc Ravalomanana ont qualifié ces actes de « harcèlement ». D'ailleurs, la présidente de l'association politique VOT (Vondron'Olon-Tsotra), Sarah Zoé a fait part de son inquiétude vis-à-vis de l'attitude du ministre en charge de l'Energie à l'encontre de Marc Ravalomanana. Elle reproche au ministre son « acharnement » contre le président du TIM dans cette affaire de branchement électrique illicite. Interrogé sur cette affaire, le ministre de l'Energie, Lantoniaina Rasoloelison a souligné que « celle-ci est désormais une affaire de la justice et qu'il appartient aux responsables au niveau de cette entité de statuer. Le fait de ne pas avoir trouvé de branchement illicite lors du deuxième contrôle effectué par la JIRAMA sur les lieux n'écarte en aucun cas la suspicion de vol d'électricité ». Vers la fin du mois de février 2018, les employés de la société AAA ont organisé une manifestation pour revendiquer la réouverture de la société, sur la Route nationale 7. Les forces de l'ordre ont essayé de disperser les manifestants par le biais de bombes lacrymogènes. Les manifestants ont répliqué par des jets de pierres. Le bilan a fait état de 4 blessés dont 1 élément issu des forces de l'ordre.

B. Média amplificateur / pacificateur des FTE

Ce type d'analyse permet d'évaluer le rôle des médias en tant qu'acteur amplificateur ou pacificateur des FTE. La question étant de savoir s'ils contribuent davantage dans la résolution ou du moins, à apaiser ces conflits, ou plutôt dans l'aggravation des FTE ? Quel niveau de traitement accordent-ils généralement aux FTE (approfondi, descriptif, superficiel) ? Se concentrent-ils davantage sur les causes et les enjeux des FTE ou s'intéressent-ils plus souvent aux conséquences et aux bilans de ces FTE ?

Section 1 : Absence /présence d'information sur le conflit dans le média

Dès que le média a été intégré dans l'échantillon, il s'avère évident qu'il accorde un traitement des informations à portée politique. Cette section vise à mesurer la sensibilité des journalistes par rapport aux FTE. Cela suppose au préalable, d'informer les lecteurs/auditeurs/téléspectateurs/internautes de l'existence de ces conflits. L'abondance ou à l'inverse, la quasi absence de traitement fait par un média quelconque concernant les FTE, constitue le facteur pris en compte.

Certains médias comme **Antsiva Radio, KOLO FM et FREE FM traitent régulièrement de sujets qui se rapportent à des FTE ou du moins, des facteurs externes** comme la recrudescence de l'insécurité ou l'affaire de l'ARMP. Ce traitement se traduit par la présence d'une information sur des FTE quasiment tous les jours, dans le cadre d'émission interactive, de chroniques, ou de flash infos. Radio Antsiva choisit d'effectuer un suivi régulier de ces situations sensibles. D'ailleurs, elle se positionne comme une radio d'événement. La station couvre en direct les événements socioéconomiques et politiques majeurs. Elle diffuse quatre flash infos par jour. De même, KOLO FM dispose d'antennes régionales qui interviennent par téléphone durant les événements importants.

TV PLUS traite aussi un large éventail de sujets de manière approfondie, notamment durant son journal télévisé en version malgache. La station accorde une grande importance aux sujets d'actualité,

notamment la hausse de la facture de l'électricité, le retard d'adoption des textes électoraux, la publication des dépenses de l'Etat sur le site de l'ARMP, l'insécurité, ou encore le litige opposant le M2PATE et la CUA. En somme, cette chaîne enregistre une multitude de FTE traités dans les différents formats d'émission. **Tel est également le cas de la station de télévision I-BC** qui recense un nombre important de sujets traités, dont les événements chauds du moment (team building du gouvernement, insécurité, hausse du prix de l'électricité, scandale de l'ARMP...).

Et globalement, **les informations de portée politique prédominent dans la majorité de la presse écrite** analysée. Elles sont traitées sous différents formats (éditorial, chronique, article de presse, caricature...). La seule différence entre les différents journaux concerne le mode de traitement des informations. Autrement dit, en termes de quantité d'informations, le nombre de FTE répertoriés est plus ou moins équivalent entre les différents journaux. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit dans l'ensemble de quotidiens d'information qui traitent des actualités.

D'un autre côté, **une tendance de certains médias à revenir sur les FTE qui ne figurent plus dans l'actualité** est constatée, d'où aussi l'abondance des FTE répertoriés sur ces médias. **La Ligne de Mire** semble adopter ce mode de conduite dans la couverture des FTE, en ce sens où les informations se rapportant aux FTE occupent une place importante dans ses articles. Cette tendance à « raviver les plaies » impacte sur le nombre de FTE répertoriés dans ce quotidien, qui est plus important comparé aux autres médias. Le journal a rappelé, entre autres, « les abus perpétrés par Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana dans l'incendie des stations Tsioka Vao et MBS », qui datent de quelques années.

L'approche est différente pour d'autres médias, dans la mesure où ils se concentrent moins sur les faits/événements d'actualité, mais semblent opter pour des sujets « froids » qui demandent une analyse supplémentaire, à l'instar des FTE d'ordre structurel. Par conséquent, le contrôle de légalité effectué par le M2PATE sur le budget de la CUA ainsi que les foyers de tension électorale nés de la communication sur le projet de loi sur les élections, ont reçu davantage de couverture. Tel est notamment le cas de **KOLO TV et de VIVA RADIO, qui enregistrent un nombre limité de FTE couverts dans ses émissions, mais ces FTE sont traités de manière approfondie.**

Les chaînes de radio telles que **RADIO PLUS, n'omettent pas de parler des FTE, bien que de manière expéditive.** Mis à part ses programmes d'informations, la station diffuse des talkshows politiques et des émissions matinales dans lesquels sont exposées les situations sensibles. En font partie, la hausse des tarifs de l'électricité, l'adoption des textes électoraux, le retour sur la scène politique d'Andry Rajoelina, le conflit entre le M2PATE et la CUA.

Certains médias, comme la **Radio Don Bosco et la Radio des Jeunes observent, certes, la vie politique du pays. Cependant, les informations relatives à des FTE qui ont été relevées restent minimales.** La Télévision Nationale Malgache et la Radio Nationale Malgache enregistrent également un nombre restreint de FTE, à la différence que le traitement des informations se veut partial dans la majorité des cas, plus particulièrement favorable au gouvernement en place.

Section 2 : La posture du média par rapport aux FTE

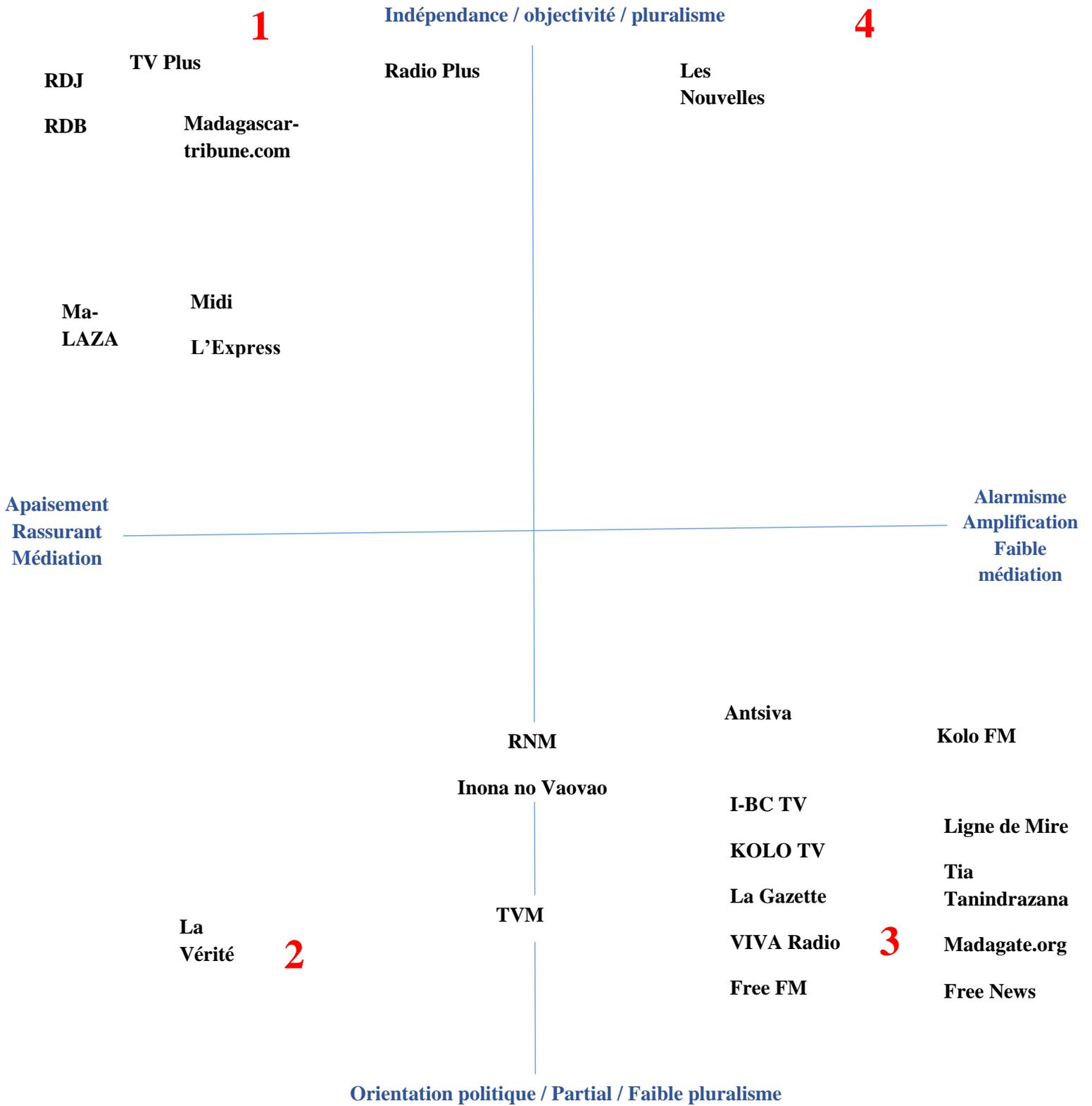
Dans l'idéal, les médias jouent un rôle positif dans les conflits. Cela suppose que dans le traitement des FTE, ils se montrent impartiaux, rassurants, apaisants, et tentent d'analyser en profondeur la situation. Cette partie du document entend ainsi d'évaluer la posture du journaliste face aux FTE. Autrement dit, quelle attitude les médias adoptent-ils en présence de ces FTE ?

Explication des deux axes du graphique

1) **L'axe vertical** oppose l'indépendance à l'orientation politique. Les médias situés dans la partie supérieure du graphique se caractérisent par une propension prévalente à la neutralité, à l'objectivité, à l'impartialité et au pluralisme. Autrement dit, ils adoptent une attitude positive car s'ouvrent à des voix et opinions diverses. Tout au contraire, la section inférieure est réservée aux médias qui manifestent des partis pris, une moindre objectivité et un plus faible pluralisme.

2) **L'axe horizontal** oppose la tendance à l'apaisement à l'aiguïsement des tensions. En résumé, tandis qu'à gauche dans le graphique, nous retrouvons les médias qui participent plus ou moins au règlement des conflits et qui se montrent rassurants ; le côté droit est réservé aux médias qui se montrent alarmistes, qui ne participent pas suffisamment aux initiatives de médiation, voire qui aggravent la situation du fait de leur traitement médiatique.

La position – plus ou moins proche ou éloignée – de chaque média par rapport aux deux axes essaie de nuancer la position des radios situées dans le même secteur. Plus un média est proche d'un axe, plus il présente les caractéristiques du secteur opposé.



Le **secteur 1** représente l'attitude qui répond le mieux aux exigences d'un journalisme qui promeut la paix, à savoir un journalisme faisant preuve d'indépendance vis-à-vis du monde politique et des acteurs au conflit, en général. Ces médias participent également à l'instauration d'un climat apaisé, en faisant preuve de médiation dans certains cas.

Le **secteur 2** regroupe les médias dont l'orientation politique et le parti pris semblent évidents, mais dont le discours reste néanmoins mesuré par rapport aux FTE. Ils ne contribuent pas à alimenter les tensions proprement dites.

Le **secteur 3** rassemble les médias qui ont adopté un comportement plus ou moins provocateur et qui ont tendance à aiguïser les tensions. Le parti pris s'y exprime de manière sans équivoque, voire virulent. Ce type de journalisme pose problème du point de vue de la médiation.

Le **secteur 4** regroupe les médias où l'impartialité constitue le principe de traitement des informations, mais dont le comportement alarmiste représente un obstacle à l'apaisement.

Le graphique ci-dessus démontre une relation étroite entre un discours partial et une attitude provocatrice de la part des médias analysés. Il est assez rare de voir un média affichant une obédience politique évidente qui par contre, contribue à apaiser les tensions. Le parti pris en faveur d'un bord politique est non seulement, souvent accompagné de propos provocateurs à l'égard de « l'autre camp », mais qui tendent aussi à aiguïser les tensions. Ce constat reste valable qu'importe la couleur politique du média (en faveur du régime en place, ou issu du camp de l'opposition ou autres).

Il émane également de l'étude que le nombre de médias dont la position est nuancée est restreint. La majorité d'entre eux adoptent une ligne éditoriale claire, avec une position parfois extrêmement tranchée. En effet, bon nombre des médias analysés se situent dans les secteurs 1 et 3, adoptant respectivement une attitude positive et un comportement risqué.

Paragraphe 1 : Partialité / Impartialité face aux FTE

Dans quelle mesure le média contribue-t-il à privilégier ou à léser les parties dans un conflit ? Nous traiterons ici de l'impartialité des médias face aux FTE dans le cadre d'une analyse qualitative. Il est important, tout d'abord, d'étudier la relation entre le média et le monde politique, et partant les parties en conflit.

La **station ANTSIVA** promeut la refondation totale (Révolution – Refondation – Elections, dont la base reste l'agriculture et l'élevage) et le fédéralisme. Il s'agit de la politique mise en avant par Edgard Razafindravahy, propriétaire de la radio. A titre d'illustrations, le journaliste remet souvent en cause le système de pouvoir central. « Tant que le pouvoir sera centralisé, que l'Etat sera unitaire, le pays ne pourra jamais avancer », a déclaré l'animateur de l'émission Sehatra ho an'ny mpihaino. Dans une certaine mesure, la station accorde une couverture privilégiée à son propriétaire Edgard Razafindravahy et à son parti. La couverture de la tournée d'Edgard Razafindravahy dans la région Amoron'i Mania et de la visite

effectuée par les jeunes du parti Arche de la Nation (ADN) à l'Assemblée nationale, ainsi que la couverture ample de la sortie de promotion des jeunes leaders en politique formés par le parti ADN, sont particulièrement évocateurs. En termes de positionnement vis-à-vis des FTE, plus particulièrement des polémiques autour du calendrier électoral, la radio a clairement affiché qu'elle ne soutient pas l'organisation d'élections à la hâte, mais estime que le pays a primordialement besoin d'une refondation totale. Il se dégage de cette ligne éditoriale que dans la majorité des cas, la station se montre partielle dans le traitement des informations relatives aux élections et que dans une certaine mesure, elle sert les intérêts de son maître vis-à-vis des enjeux électoraux.

Issu du même groupe de presse que la Radio Antsiva, le journal **L'Express de Madagascar** adopte cependant une ligne éditoriale généralement impartiale vis-à-vis des différentes couleurs politiques actuelles et de son propriétaire Edgard Razafindravahy. L'ensemble des tendances politiques ont plus ou moins accès à ce journal. Cela n'empêche néanmoins un discours plutôt critique envers le régime, mais toujours suivi d'argumentations pour soutenir ses opinions, lesquelles sont séparées de manière très distincte des informations. Dans le traitement de l'information sur les meetings organisés par le HVM dans l'Androy, notamment, le journal commente simplement que ces manifestations aux allures de propagande se sont déroulées impunément, tandis que les autres aspirants candidats ont vu à plusieurs reprises leurs demandes d'autorisation de regroupement refusées.

D'après la description sur le site, **Madagascar-tribune.com** est un site web indépendant, qui ne possède aucun lien avec la version papier Madagascar Tribune. Le site appartient au groupe SME (Société Malgache d'Édition) et dispose d'une antenne en France. Même si le site se veut généraliste et traite d'un éventail de sujets, à savoir l'économie, le social, la culture, Madagascar-tribune.com se focalise principalement sur les informations d'ordre politique. Si le site est régulièrement mis à jour, la rubrique politique est le plus souvent alimentée. En effet, du 23 février au 2 mars 2018, Madagascar-tribune.com a publié 18 articles, dont 11 articles dans la rubrique politique. Il a été observé que Madagascar-tribune.com reste objectif dans le traitement de l'information, tout en faisant preuve d'approfondissement. Une attitude objective a été observée dans le traitement des facteurs externes tels que la hausse du prix du carburant. Le journal a donné la parole au ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, puis à l'économiste Ramiarison Hery ; deux personnes ressources ayant une différence de point de vue.

KOLO TV semble accorder la priorité à la couverture des membres du parti Malagasy Miara-Miainga, (MMM) dont le président est Hajo Andrianainarivelo, candidat aux présidentielles de 2013. Ce constat est visible à travers les interviews et les reportages dans les programmes d'information. KOLO TV a aussi tendance à faire des déductions alarmistes et tendancieuses, ce qui le place dans la catégorie des médias à polémique. Le média semble légitimer ses discours en usant souvent de l'expression « selon l'avis des citoyens et de l'opinion publique,... ». En termes de positionnement politique, outre la couverture ample accordée aux partisans du parti MMM, la station semble adopter un discours très critique envers le pouvoir en place. Il n'est pas rare d'entendre sur cette chaîne, des discours tels que : « les suspicions portent sur les calculs politiques orchestrés par le gouvernement afin de maintenir leur place au pouvoir ». La station a aussi rebondi par rapport à une lettre publiée par l'ambassade de l'Inde réprimandant un quotidien sur le phénomène de kidnapping, en rapport avec l'insécurité. La station a saisi cette occasion pour accuser le gouvernement d'être « incompetent » dans la maîtrise de ce fléau. De même vis-à-vis des FTE, la chaîne a tendance à prendre parti contre le régime en place et se montre rarement impartial.

Sur la radio de ce groupe de presse, à savoir **KOLO FM**, une ligne éditoriale plus ou moins similaire est perçue, surtout concernant son adhésion aux critiques envers le régime en place. Rappelons que son propriétaire Hajo Andrianainarivelo est fondateur du parti MMM et qu'il est une figure importante au sein de l'alliance politique ARMADA (Alliance Républicaine de Madagascar), principalement opposant au régime. KOLO FM accorde une grande importance aux informations d'ordre politique, et traite ces dernières de manière approfondie.

La Vérité s'intéresse aux actualités chaudes du moment, avec une tendance provocatrice dans ses éditoriaux, lesquels sont les espaces réservés à la critique envers le régime en place. Un certain parti pris en faveur d'Andry Rajoelina et en défaveur des tenants du pouvoir est relevé dans son contenu. Le journal explique, par exemple, que « Rivo Rakotovoao, président national du parti présidentiel est en plein délire », que « la présentation médiatisée du projet de société d'Andry Rajoelina dénommée Initiative pour l'Emergence de Madagascar a semé la panique auprès du clan présidentiel. Ces derniers jours, une campagne de dénigrement est menée par les partisans du régime HVM pour tenter de contrer l'IEM », ou encore « le parti au pouvoir ne mènerait nullement une campagne avant l'heure, n'utiliserait point les prérogatives publiques, placerait tout le monde sur un même pied d'égalité et fixerait une bonne fois pour toute la date des élections... s'il n'avait pas peur ». D'ailleurs, le journal semble politiquement rattaché au groupement MAPAR de l'ancien président de la Transition Andry Rajoelina.

La Ligne de Mire est un quotidien d'information traitant d'un large éventail de sujets. Le quotidien est géré par une personnalité proche du pouvoir, ce qui influence son orientation politique et son objectivité. Effectivement, le journal accorde une couverture positive aux actions du gouvernement, voire tend à défendre et à justifier ses actions. Le journaliste a souligné entre autres, que le gouvernement a avancé exprès le Conseil du gouvernement pour se pencher sur le Code électoral. Le quotidien prend aussi partie, en indiquant notamment que « Marc Ravalomanana veut être candidat mais qu'il fait pourtant l'objet d'une condamnation de justice » dans la tuerie du 7 février 2009, et qu'il « n'est pas en règle vis-à-vis de l'administration fiscale ». Le quotidien n'a pas donné l'opportunité à l'intéressé de se justifier. En somme, **La Ligne de Mire** bascule vers l'une ou l'autre partie en fonction des acteurs en cause, et reste rarement impartial face aux FTE.

I-BC TV semble être à obédience politique et se focalise aussi sur la représentation positive de l'administration Rajaonarimampianina. Une prévalence des discours négatifs envers l'ancien Président Andry Rajoelina est observée. Le journaliste précise qu'« aucune solution n'a été apportée par la Haute Autorité de la Transition face à la hausse du prix de l'électricité. Ce régime transitoire n'a fait que surendetter l'Etat ». Andry Rajoelina est jugé par le journaliste comme étant l'« auteur de la crise 2009, un putschiste, responsable de l'appauvrissement de Madagascar ». D'un autre côté, le régime en place bénéficie d'une image positive face aux FTE. Ainsi, au sujet de l'insécurité, le journaliste diffuse un reportage du Président de la République, lequel explique qu'« un budget est octroyé spécialement pour mettre fin aux kidnappings ». Dans l'affaire sur les dépenses du ministère de la Sécurité publique, publiée sur le site de l'ARMP, le journaliste a fait intervenir la ministre des Finances.

La **Radio Nationale Malgache** ou RNM est l'unique radio de service public à Madagascar. En ce sens, elle semble opter pour une communication favorable au régime en place dans la couverture des FTE. Dans l'émission « Ampitapitao », à titre d'exemple, les correspondants de Maroantsetra rapportent que les

autorités locales se sont dites satisfaites de l'accroissement du nombre d'inscrits dans la liste électorale. Selon le journaliste, un tel exploit a été rendu possible grâce à l'opération de jugement supplétif réalisé par les responsables de district. Concernant les facteurs externes, entre autres l'insécurité ambiante ; plutôt que de se focaliser sur les cas survenus, l'émission de RNM a porté sur la présentation des efforts effectués par le régime pour pallier à l'insécurité latente dans les différents quartiers de la capitale.

La **Télévision Nationale Malgache** ou TVM est l'unique télévision de service public à Madagascar. Etant donné sa vocation, la TVM doit tenir compte de la diversité que ce soit politique, culturelle, ou régionale. En se fondant sur le contenu de ses reportages, il semble cependant que la TVM soutienne la politique du gouvernement en place. Elle fait la publicité du parti au pouvoir, Hery Vaovao an'i Madagasikara ou HVM, en accordant une large couverture médiatique aux activités des membres du parti dans les régions et dans les quartiers. Le programme dénommé « Fisandratana 2030 » du Président de la République a aussi été cité à plusieurs reprises par les ministres, qui le mentionnent souvent lors de leur prise de parole. Plusieurs émissions mettent en avant les réalisations du gouvernement en place, en l'occurrence l'émission spéciale axée sur les activités de l'Etat, intitulée « Zava-bitan'ny Fitondram-panjakana » ainsi que l'émission « Fotoam-bitra » de la Présidence de la République. Il apparaît ainsi que la chaîne de télévision publique favorise le gouvernement et le parti au pouvoir. Dans l'affaire opposant la CUA et la Préfecture de police, entre autres, le journaliste a toujours donné la parole au seul Préfet, alors que l'autre camp n'a pas été entendu et ce, bien que l'information ait été traitée à plusieurs reprises.

Free News fait partie du groupe Free appartenant à Lalatiana Rakotondrazafy Andriatongarivo, Présidente fondatrice du parti politique Freedom. C'est un quotidien qui traite les sujets sensibles tels les affaires de corruption, les détournements de fonds, les trafics en tous genres, probablement parce que la propriétaire est aussi une activiste et une militante. Le journal s'intéresse aux différents thèmes : politique, social, économie, et environnement. Il dénonce ce qu'il qualifie d'injustices au sein de la société. Le journal Free News adopte les points de vue de sa propriétaire. Il s'affiche contre le pouvoir actuel dont il dénonce les mauvaises pratiques à chaque publication, et partant, se montre réticent et sceptique face aux initiatives de l'Etat telles que le team building du gouvernement. A titre d'exemple, Free News qualifie Hery Rajaonarimampianina d'être « celui qui avait promis monts et merveilles et qui se prévalait d'être celui par qui le changement surviendrait. Néanmoins, son but atteint, il s'est montré le pire des gouvernants. Ingrat de chez les ingrats. » Autre illustration : « la stratégie des tenants de pouvoir pour amadouer les fonctionnaires est en œuvre. En effet, certains médecins fonctionnaires ont reçu un cadeau inattendu, et ont touché chacun 622 000Ar par tête en dehors de leurs salaires ». Un acte qualifié de stratégie électorale par Free News. En outre, le journal essaie de trouver l'origine de l'argent, et suppose que cela peut provenir des fonds pour la riposte contre l'épidémie de la peste. Le point fort de Free News est certainement sa capacité à faire des investigations. Ses dossiers sont plus approfondis que ceux publiés par les autres journaux. Aussi, elle aborde des sujets qui ne sont pas nécessairement traités par les autres médias.

La radio du groupe, **FREE FM** répond en grande partie aux critères qui l'inscrivent dans la catégorie des médias d'opinion, en ce que les commentaires, les critiques et les interpellations prennent une place importante dans sa ligne éditoriale. Elle fait partie du Mouvement pour la liberté d'Expression (MLE), qui dénonce l'atteinte à la liberté d'expression et se défend contre le nouveau Code de la communication médiatisée. Généralement, le média pointe du doigt les dirigeants actuels, à qui il « revendique la

démission des ministres responsables ». Dans la couverture des FTE, ce média semble critique envers le régime en place.

La Gazette de la Grande île fait certainement partie des médias d'opinion, en ce sens où elle privilégie les commentaires et les articles dits d'« opinion ». Durant la période d'analyse, il apparaît que le journal prône une approche critique à l'encontre des principaux acteurs électoraux, notamment le pouvoir en place et ceux que le quotidien qualifie de « principaux candidats potentiels aux élections », à savoir le Président Hery Rajaonarimampianina, et les anciens Chefs d'Etat Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Sur la question de l'adoption de la loi électorale, le journal pousse une grogne à l'encontre du pouvoir Rajaonarimampianina, accusant celui-ci de « perpétrer toutes sortes de magouilles pour évincer les candidats gênants ». Le quotidien considère, d'ailleurs, que le pouvoir Rajaonarimampianina fait tout pour retarder la tenue des élections. En tout état de cause, le quotidien adopte rarement une attitude impartiale vis-à-vis des conflits.

Madagate.org ne cache pas sa position contre l'attitude du gouvernement, notamment dans le projet de loi se rapportant aux élections. Le journal argue sur un ton hargneux que « Nul besoin de commentaires pour constater le ridicule de cette "proposition" vraiment indécente pour une République qui se veut démocratique et un état de droit. Ahahaha (sans point d'exclamation car rire lugubre). » Madagate accuse « l'infamie du régime Rajaonarimampianina. L'arrivée de ses membres au pouvoir est caractérisée par le lot commun des parvenus, des arrivistes. Les traits remarquables sont apparus d'eux-mêmes : ils sont traîtres, ingrats, nihilistes, incultes, incompetents, frimeurs, vénaux, corrompus, vendus, affairistes, trafiquants, voleurs, despotiques et népotistes. »

Le principal point fort de **Madagascar-tribune.com** semble être son impartialité. Qui plus est, le média fait preuve d'approfondissement dans son traitement de l'information, ce qui lui permet de relater les faits et de les analyser, sans être alarmiste ni rassurant. En effet, bien que le journal n'aggrave pas la situation, il ne participe pas non plus à sa médiation. Le pureplayers déclare notamment que « Malgré les charges qui pèsent contre la société Triple A de Marc Ravalomanana, dont le non-respect des normes environnementales, ou encore les arriérés de factures dues à l'Etat et à la société Jirama, le pouvoir central ne semble pas être décidé à appliquer une quelconque sanction réelle mais titille le dossier à chaque fois. L'enjeu est politique, plus qu'il n'est question de légalité ou de régularité des finances. Etant donné qu'il peut s'agir de la première source de financement pour l'ancien président Marc Ravalomanana qui a d'ores et déjà annoncé sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Un jeu du même genre que la notification ou non de sa condamnation, qui a été annoncé il y a de cela des mois, sans que le ministère de la Justice ne fasse rien de réellement concret. La discorde entre l'Etat et la société Triple A ressemble à un jeu du chat et de la souris qui ne risque pas de s'arrêter là ».

La tendance politique de **VIVA Radio** ne laisse planer aucun doute quant à son soutien à l'égard de l'ancien président de la Transition Andry Rajoelina, propriétaire de la station. De ce fait, les informations, y compris celles se rapportant à des FTE, sont orientées de manière à avantager les partisans de Andry Rajoelina et dans la même lancée, à ternir l'image des tenants du pouvoir. Ce traitement partisan s'est reflété dans la couverture du projet de loi électorale. La station a invité le Pasteur Mailhol à faire part de son point de vue sur le sujet. Cette personnalité n'a pas manqué d'exprimer ses craintes quant à l'éventualité d'une manipulation du processus électoral par les tenants du pouvoir. Par ailleurs, les

commentaires tels que « le gouvernement supposé de combat est devenu un gouvernement de gesticulation » sont récurrents. Concernant son soutien à Andry Rajoelina, il devient évident lorsque le journaliste précise à propos de son projet de société dénommé Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM), que « le seul moyen pour Madagascar de se sortir de la situation désastreuse dans laquelle elle se trouve en ce moment est de mettre Andry Rajoelina à la tête de cette initiative car cela fait trop longtemps que le pays vit dans la misère ».

Inona no Vaovao est un quotidien uniquement édité en langue malgache qui privilégie les informations de nature politique et celles en provenance des différentes régions de Madagascar. Par ailleurs, son contenu semble indiquer qu'il se positionne également contre le pouvoir en place et se trouve proche du groupement politique de l'opposition MAPAR. A cet effet, une certaine partialité est observée. Dans son éditorial du 22 février, le journal pointe du doigt les pratiques du parti HVM durant ses meetings dans le Sud du pays. Le quotidien s'étonne que le parti TIM de Marc Ravalomanana ait vu sa manifestation prévue à Taolagnaro interdite, alors que le HVM procède actuellement à une propagande avant l'heure, en grandes pompes, « malgré le fait que le parti présidentiel ne soit plus apprécié par la population. Ce genre de pratique politique ne fera qu'envenimer la situation », opine le journal.

Les Nouvelles est un quotidien d'information généraliste traitant d'un large éventail de sujets allant des actualités politiques aux simples faits de société. Le discours du quotidien n'a révélé aucune tendance en faveur d'un bord politique précis. Cette situation résulte en grande partie du fait que le journal privilégie le rapportage de fait et l'objectivité dans la majeure partie de ses articles. Dans l'affaire de suspicions de vol d'électricité au sein de la société AAA, le journaliste a rapporté les points de vue de chaque partie prenante, notamment du ministre de l'Eau, de Marc Ravalomanana et de la société de distribution d'électricité. Concernant le calendrier électoral, le quotidien n'a pas émis de commentaire mais s'est contenté de rapporter les discours des parties prenantes.

La Radio Don Bosco est une radio confessionnelle à vocation éducative. Elle priorise les émissions culturelles ainsi que les émissions sur l'éducation et la participation citoyenne. A travers ses productions, RDB enseigne les idéologies de l'église catholique. La RDB donne de l'importance à la diversité et à la pluralité, sans tendance politique. Elle favorise également les échanges et l'interaction avec les auditeurs.

Appartenant au groupe de presse Madagascar-TV, **Madagascar-Laza** est un quotidien d'information bilingue affichant un traitement impartial. En effet, le quotidien n'affiche généralement aucun parti pris ni couleur politique malgré la diversité des informations publiées. Les points forts de ce quotidien sont son objectivité face aux FTE, son respect de la déontologie journalistique et son large lectorat. Dans la majorité des cas, le journal se contente de rapporter les faits, sans y ajouter ses commentaires ni son opinion. Exceptionnellement, le média a montré un parti pris, en déclarant que « le HVM a démontré une fois de plus sa force dans les deux régions suscitées », faisant référence au meeting organisé par ce parti politique dans les régions Androy et Anosy.

La **Radio des Jeunes** est membre de la Coalition des radios pour la consolidation de la paix. Cette adhésion fait de cette station, une station engagée en faveur du maintien de la paix, d'autant plus que le président de ladite association n'est autre que le numéro un de la RDJ. Bien que son propriétaire ait fait de la politique, aucun parti pris n'est constaté dans le contenu du média. En tant que radio destinée aux jeunes, RDJ donne de l'importance aux émissions de divertissement et à la musique. Aussi, elle produit

des émissions d'éducation citoyenne traitant entre autres, de la lutte contre la corruption. Les journalistes abordent des sujets politiques, mais essentiellement dans le but de susciter l'intérêt du public ou de les encourager à réfléchir sur la situation et le paysage politique. Les informations sont traitées de manière impartiale et sans approfondissement. Les journalistes ne mélangent pas opinion et information, et ils n'émettent pas de point de vue personnel.

Quotidien d'information et d'analyse, **Midi Madagasikara** respecte généralement les faits dans leur déroulement et ne tente ni d'amplifier ni d'opiner sur un sujet. Dans les rubriques politique, économie et société, les faits ne sont pas détournés. Néanmoins, les amplifications et les opinions exprimées peuvent le plus souvent venir de la rubrique faits-divers. Midi Madagasikara rapporte généralement les faits dans leur intégralité et le plus fidèlement possible. L'un de ses points forts est d'être sollicité par les différentes parties prenantes de la sphère politique pour communiquer sur leurs événements, étant donné que son niveau de lectorat est assez élevé.

RADIO PLUS fait partie des stations radiophoniques adoptant une position objective par rapport aux informations d'ordre politique. L'émission interactive quotidienne « Demokrasia Mivantana » est une occasion pour les auditeurs de la station de donner leur point de vue sur les sujets d'actualité. A plusieurs occasions, la station fait preuve d'objectivité, dans la mesure où elle ne commente pas l'avis des auditeurs, et elle recueille des avis contradictoires, notamment celui de la Haute Cour Constitutionnelle et celui de l'analyste politique Julien Radanoara, concernant le calendrier électoral. Mais dans la plupart des cas, la station se contente d'exposer brièvement les faits, sans faire part de son opinion.

La chaîne de télévision du même groupe, dénommée **TV PLUS Madagascar** est également considérée comme indépendante et impartiale dans son traitement de l'information. Pour cause, la station n'est apparemment affiliée à aucune couleur politique ni religieuse. Plusieurs acteurs politiques ont été invités sur le plateau du journal télévisé de TV PLUS. A titre d'exemple, le directeur général de la JIRAMA, Olivier Aimé Jaomiary, qui a tenu à apporter des explications sur la hausse des tarifs de l'électricité. La station a invité Maharante Jean de Dieu sur son plateau, pour donner son point de vue sur le projet IEM d'Andry Rajoelina. Elle a ensuite invité Naivo Rahodina, du groupement MAPAR, en prenant soin de donner un temps d'antenne égal aux deux acteurs politiques ayant une différence de point de vue et d'idéologie politique. A travers son « Emission spéciale » diffusée de manière sporadique, la station invite les acteurs de la vie politique, sociale ou encore économique de la Grande Ile. Il s'agit entre autres, du député Harijaona Randriarimalala, qui a été l'invité de l'émission spéciale du 12 février 2018, où il a notamment évoqué le litige opposant le M2PATE et la CUA. Ra-Wily, président du Tambalamaitso, vice-président du Fimpiomby a été l'invité de l'émission spéciale du 15 février. La recrudescence de l'insécurité a été au centre des discussions. Pety Rakotoniaina, président national du parti Tambahra a été l'invité de l'émission spéciale du 16 février, où il a notamment été sujet de politique. Patrick Raharimanana, candidat aux présidentielles de 2013, a été l'invité du 21 février 2018. Le bâtonnier Hubert Raharison a été l'invité de l'émission spéciale du 23 février, où il a été question des vindictes populaires. En somme, une multitude d'acteurs ont accès au plateau de cette chaîne, sans distinction de couleur politique.

Tia Tanindrazana est un quotidien édité entièrement en malgache. Il ne contient pas de grands dossiers, c'est-à-dire, que la plupart des articles sont courts avec des caricatures à l'aspect satirique. Tia

Tanindrazana a tendance à mélanger information et commentaires. Sa position en faveur de Marc Ravalomanana fait que ses analyses dénigrent le pouvoir actuel et fait passer l'ancien Chef d'Etat comme « une victime de coup bas ». Aussi, le journal se montre partial dans le traitement des informations. Lorsque les autres médias pointent du doigt la Mairesse d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana, par rapport à la gestion de la capitale, Tia Tanindrazana, elle, traite ces faits de manière purement informative. De même, quand les autres médias ont diffusé les propos de la Préfecture de police sur les remarques et les irrégularités dans le budget communal, Tia Tanindrazana s'est contenté de rapporter que le conseil municipal a été convoqué pour une nouvelle session de révision du budget en question.

Paragraphe 2 : Média vecteur de paix / acteur de conflit

La question se pose de savoir dans quelle mesure les médias contribuent-ils à aggraver / apaiser les FTE ? Jouent-ils un rôle en tant que force de propositions de solutions ? Outre sa volonté d'apaiser les tensions, le média a-t-il rapporté les initiatives de médiation ? Notons que le fait d'engager le débat sur la situation, à travers des articles/émissions, est déjà considéré comme une action de médiation en elle-même. Parallèlement, le fait de rapporter les revendications constitue une action de prévention de conflits.

Outre l'absence de médiation de sa part, **VIVA Radio** semble alarmiste dans le traitement de certaines informations, en l'occurrence sur l'adoption des textes électoraux. Le journaliste indique qu'« au vu des délais très courts, ces lois ne feront pas l'objet d'une analyse minutieuse, ce qui est inquiétant. Avant même la sortie de ces textes, des remous sont montés depuis les réseaux sociaux et de certains parlementaires ayant eu vent de leur contenu ». Le journaliste accuse « un caractère anticonstitutionnel et un reflet des magouilles préparées par les tenants du pouvoir ».

La Ligne de Mire a tendance à aiguïser la tension, en montant le clan Ravalomanana contre le clan Rajoelina. Plus précisément, le journaliste a poussé le clan Ravalomanana à porter plainte contre Andry Rajoelina. « Si Marc Ravalomanana et son équipe ont la preuve de ce qu'ils affirment, pourquoi ne pas avoir porté plainte contre ceux qu'ils jugent responsables de cette tuerie ? (...) Une telle démarche pourrait contribuer à rétablir la vérité conformément au processus de la réconciliation nationale basé sur les principes "vérité, pardon et amnistie" ». Le journaliste a également aiguïser la tension en ne respectant pas la présomption d'innocence dans le titre de son article : « Vol d'électricité : une deuxième constatation confirme les faits ».

KOLO TV a rappelé que tous ont déjà attendu la publication de la date du début de la session extraordinaire depuis la deuxième session parlementaire en 2017. La chaîne a aiguïser la tension en déduisant que « les textes électoraux ne figurent pas parmi les priorités du gouvernement » et que « les suspicions portent sur les calculs politiques orchestrés par le gouvernement afin de maintenir leur place au pouvoir ». La chaîne se montre ainsi alarmiste à plusieurs reprises.

Aucune dérive journalistique évidente n'a été observée sur **KOLO FM** durant la période d'analyse, bien que le chroniqueur de l'émission « Dia ahoana no fandehany » ait tendance à aiguïser les tensions. A titre d'exemple, concernant la publication des dépenses publiques sur le site de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), le journaliste d'avancer que « ce cas n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Imaginez qu'un ministre dépense 300 000 Ariary pour un simple déjeuner. Il n'est pas étonnant que nos

dirigeants parviennent facilement à ériger des nombreuses villas et immeubles, et ils se permettent même de se payer des vacances en Amérique. Ils oublient qu'ils s'enrichissent sur le dos des contribuables. »

TV PLUS accorde une grande importance aux débats, qu'elle organise régulièrement en invitant des personnalités provenant de différents bords politiques. Il paraît ainsi que la station s'engage davantage vers une attitude de médiation. A titre d'illustration, le directeur général de la JIRAMA, Olivier Aimé Jaomiary a été invité sur le plateau de TV PLUS Madagascar, pour apporter des explications sur la hausse des tarifs de l'électricité. Par ailleurs, la station a tenu à interviewer des acteurs provenant de différents bords politiques pour apporter des précisions sur le projet de loi organique relative à l'élection du président de la République. Cependant, à quelques exceptions près, la chaîne de télévision, entre autres dans le cadre du litige opposant le M2PATE à la CUA, a privilégié un seul bord, et n'a pas donné l'occasion à l'autre partie de s'exprimer, en l'occurrence la CUA.

Le plus souvent, le journal **Madagascar-Laza** reste détaché par rapport aux parties en cause dans les FTE, et se positionne en tant que spectateur. Néanmoins, lorsque l'actualité met en avant les modes de médiation du conflit, le journal tente de les restituer au public. A titre d'exemple, le responsable de la JIRAMA, Andrianariseheno Razafindranivo, a apporté des explications quant à l'ajustement des tarifs de l'électricité. Selon ses explications, cet ajustement des prix a été apporté pour atteindre l'équilibre opérationnel d'ici 2020. Il n'est pas rare que le journal joue les médiateurs, et tente d'apaiser les tensions. Le quotidien a déclaré par rapport aux dépenses engagées dans l'organisation du team building organisé par le gouvernement, que « celui-ci doit jouer la transparence, car beaucoup de politiciens ont jugé que ce team building n'était pas important. Les résolutions devraient être communiquées à l'ensemble de la population ».

RDJ relève que le conseil des ministres a convoqué une session extraordinaire des députés et des sénateurs. L'adoption des lois électorales figurent dans l'ordre du jour de cette réunion, explique le journaliste. Le discours tend ici à mettre en avant les initiatives de règlement de conflits. De même dans l'affaire opposant la CUA à la Préfecture de police, le journaliste explique que la première a accepté de prendre en compte les remarques de la Préfecture et a fait des rectifications. Cette station véhicule souvent les modes de médiation en cours.

Dans la mesure où **Midi Madagasikara** a tendance à rapporter les faits dans leur déroulement, elle met en avant les tentatives de médiation du conflit lorsque les circonstances s'y prêtent. A titre d'exemple, le journal a mis l'accent sur la présence des deux parties prenantes lors de la vérification de l'approvisionnement en électricité au sein de la société AAA. En somme, le média se place souvent en qualité d'observateur face aux FTE.

Généralement, la **TVM** ne couvre pas les sujets brûlants, surtout quand ceux-là nuisent à l'image du gouvernement. Ainsi, la station ne prend pas en compte les rumeurs, et essaie de calmer la tension en prenant soin de communiquer sur les actions positives du gouvernement. Or, ce mode de traitement ne permet pas d'apaiser la situation, ni de prévenir un conflit.

Les Nouvelles se démarque par son objectivité dans le traitement des foyers de tension en général. Le quotidien s'efforce continuellement d'exposer les différents points de vue afin de donner libre choix au lecteur de se positionner. Dans la couverture du retard de réception des textes électoraux par le Parlement,

par exemple, le quotidien a donné la parole à la fois, au Président de la Chambre basse, Jean Max Rakotomamonjy, dont le parti est proche du pouvoir, qui a tenté de rassurer que les projets de loi arriveront à Tsimbazaza « au moment opportun ». Mais, le journal a également sollicité les avis des partis Mapar et Tim qui ont partagé leur impatience et leurs inquiétudes face à la situation. En mettant en avant la pluralité de points de vue dans la couverture d'un foyer de tension lié aux élections, **Les Nouvelles**, contribue dans une certaine mesure à la médiation et à la prévention de conflits. Cependant, le traitement est ambivalent car, à certaines occasions, le journal se montre quelque peu alarmiste. En rappelant que l'organisation d'une propagande avant l'heure est illégale et en attirant l'attention des lecteurs et du gouvernement sur les possibles conséquences de telles actions, à savoir « désordres, troubles, crise », Les Nouvelles décrit une situation dont l'issue ne peut qu'être négative. Le journal a dénoncé que « les interdictions de tenir une réunion publique faites aux autres tendances politiques, outre de constituer de véritables dénis de justice et de droit, lorsqu'elles s'accompagnent d'une instrumentalisation des forces de l'ordre, prennent à chaque fois la forme de véritables provocations à des désordres, sources de troubles, aux risques de mener à une autre crise ». Bien que le schéma décrit par le journal puisse se produire dans le futur, les FTE sont des situations suffisamment sensibles pour qu'elles exigent une solution ou du moins, une prudence de la part des journalistes ; et assez graves pour qu'elles ne soient envenimées davantage.

La Vérité ne se montre ni alarmiste ni apaisant ; il ne recherche pas de compromis dans le traitement des informations et ne fait pas de provocation. Le quotidien a davantage tendance à effectuer une analyse de la situation, sans pour autant médier. A titre d'exemple, **La Vérité** a été tiqué par la volonté du Président du parti HVM, Rivo Rakotovao, de « montrer la puissance de son parti avant même que la course ne commence ». Bien que le journal fasse preuve de parti pris, il ne verse pas pour autant dans la provocation proprement dite.

Aucun mode de médiation ou traitement apaisant n'a été observé durant la période d'analyse dans le quotidien **Inona no Vaovao**. Sur le problème de la récurrence du délestage, Inona no Vaovao se verse dans des déductions et des conclusions hâtives, en argumentant que le régime actuel essaye de mettre des bâtons dans les roues de ses opposants politiques : « Le délestage qui sévit dans de nombreuses localités de la grande île est de nature politique... Comme par hasard, le délestage se manifeste juste au moment du discours médiatique d'Andry Rajoelina, lors de la présentation de son projet de société Initiative pour l'Emergence de Madagascar. Chose encore plus étonnante, cette coupure d'électricité est survenue dans tous les chefs-lieux de région de l'île à la même heure, à savoir à 19h30, heure du début du discours médiatique d'Andry Rajoelina. »

La radio **Free FM** se démarque par ses questionnements et ses interjections dans les explications et par son ironie, qui illustrent parfaitement le caractère agressif des chroniqueurs. Il a été entendu, dans la chronique, qu'« ici (ndlr : les gouvernants), il y a des Malgaches que nous pouvons plumer, donc il nous faut absolument rester en place », pour parler du régime en place. Aucun dérapage n'est observé dans l'émission interactive « Anao ny fitenenana » durant les dates d'écoute de la station. Par contre, les reportages laissent filtrer les discours alarmants, tels que « les élections doivent se faire cette année aux risques d'un soulèvement populaire. On a peur que des évènements imprévus ne surviennent et gâche les chances d'une élection libre et apaisée ».

Le journal **Free News**, de son côté, utilise parfois des propos violents, tels que « la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA) aurait certainement remporté le trophée de la médiocrité et de la négligence ». Il relaie fréquemment les rumeurs, rapportant notamment que « le régime provoque l'insécurité pour pouvoir ajourner les élections, faute de motif valable pour le faire. De ce fait, des bandits sont relâchés après leurs arrestations ». Le comportement est parfois alarmiste. Concernant l'adoption du texte sur les élections « cela risque de devenir une source de conflit », estime le journal. « Ce texte pourrait surprendre d'éventuels adversaires politiques du parti au pouvoir. Cette stratégie permet également de violer sciemment le Code électoral qui ne s'applique qu'à partir de sa publication ».

Les médias tels que **RNM** et **RADIO PLUS** ont tendance à décrire les faits de manière synthétique. A ce effet, le traitement des FTE ne laisse pas suffisamment de place à la médiation, ni aux commentaires.

L'animateur de l'émission « Sehatra ho an'ny mpihaino » sur **Antsiva** a recommandé aux auditeurs entrés en direct de ne pas faire de propagande politique, surtout avant les élections. La présence de règles dans l'émission interactive de la station démontre une volonté de modérer les discours, en général. Cependant, partant de l'analyse du discours tenu par les journalistes de la station, il apparaît qu'ANTSIVA est globalement très critique envers la Communauté internationale, quel que soit le sujet. Ce manque de modération représente un risque du point de vue de la capacité du média à faire preuve de médiation. Les journalistes expliquent, entre autres, que nos politiciens sont comme les Français. Ils veulent à tout prix garder le pouvoir à eux seuls et sont contre toute forme de décentralisation. La station a dénoncé ce qu'elle appelle « l'hypocrisie » du président de l'Organisation Mondiale de la Santé, notamment après que celui-ci ait félicité le Président d'avoir maîtrisé la peste. « De retour à l'extérieur, il a pourtant affirmé que la peste représentera une menace régionale ultérieurement ». Les journalistes y voient un « acte terroriste » et une « tentative de diviser les Malgaches ». Selon leur analyse, la prolifération des contraceptifs et l'apparition de nouveaux virus ne sont pas fortuits : « Cherche-t-on à éliminer les Malgaches ? », s'interrogent-ils.

Madagascar-Tribune.com, pour sa part, fait preuve d'approfondissement et d'argumentations objectives dans le traitement des FTE, plus spécialement au sujet des textes électoraux. Cette propension à l'analyse s'accompagne d'une tendance à rassurer l'opinion publique lorsque l'actualité s'y prête. Suite aux rumeurs et aux craintes sur un éventuel retard d'adoption des textes relatifs aux élections, la Primature a posté sur son site web, les trois versions officielles des projets de lois qui seront prochainement débattues. Madagascar-Tribune.com n'a pas manqué de rassurer en mettant en avant le discours du Premier ministre y afférent, selon lequel « les inquiétudes sont désormais dissipées puisque les projets de lois sur les élections sont déjà déposés auprès du bureau de l'Assemblée Nationale et auprès du Sénat. »

Paragraphe 3 : Journalisme axé sur le bilan / Journalisme proactif

Un journaliste doit être conscient de l'impact potentiel de l'information qu'il diffuse sur l'évolution des conflits, selon qu'il se montre alarmiste ou rassurant. Evidemment, il n'a pas vocation à rassurer impérativement son public sur la situation. Cependant, l'information qu'il donne est susceptible d'avoir un impact négatif. D'où l'idée de limiter ces impacts négatifs autant que possible, si seulement elles peuvent permettre de réduire les tensions.

Pour ce faire, le journalisme devrait s'abstenir de donner une vision manichéenne de deux camps en conflit. Un exemple de cette vision manichéenne concerne l'affaire du 7 février 2009. Dans cette idée, la **station I-BC** a effectué des comparatifs des réalisations de l'ancien Président Andry Rajoelina et du régime HVM: Il argumente qu'« Andry Rajoelina a retenu la hausse du prix du carburant en subventionnant les transporteurs, tandis que l'Etat actuel œuvre pour la vérité des prix et ajuste les prix en fonction du contexte actuel ».

Un exemple où le travail du journaliste se concentre sur les acteurs en conflit a été observé dans **La Gazette de la Grande île**. Le journaliste argue que « ni Andry Rajoelina, ni Hery Rajaonarimampianina, ni Ravalomanana n'ont apporté un réel réconfort aux victimes ». Les informations avancées par le journaliste mettent l'accent sur les protagonistes, et omettent de parler des enjeux qui se rapportent à cette affaire qui, dans une certaine mesure, est en corrélation avec la question de la réconciliation nationale.

Il est important que le journalisme oriente le débat sur les enjeux des FTE et les causes sous-jacentes aux conflits, plutôt que sur les protagonistes. Pour ce faire, un travail d'approfondissement est demandé au média. A titre d'illustration, le journaliste de **TV PLUS** tente une approche analytique de la situation, en demandant « quelles améliorations les usagers peuvent-ils attendre face à la hausse du prix de l'électricité, en termes de qualité de service », concernant les coupures fréquentes de l'électricité.

Le langage, ou plus exactement les vocabulaires utilisés, revêtent également une importance avérée. Lorsque **La Gazette de la Grande île** utilise régulièrement des termes tels que « magouilles » ou « affaires sales », il rend difficile la possibilité d'une entente. De même, **Madagate** ne manque pas de parler de « ce régime qui, heureusement, a déjà touché le fond et qui disparaîtra comme il est venu... »

Bien qu'il s'agisse souvent d'un exercice difficile, la mise en contexte est essentielle dans la couverture médiatique des FTE, en ce sens où elle permet de comprendre le conflit, d'humaniser les protagonistes, et de voir au-delà du bilan du conflit. D'où aussi l'importance de séparer les faits et les commentaires.

Certains médias tels que **Madagascar-Laza** se montrent le plus souvent rassurants. Ils rapportent que « des résolutions ont été prises lors du team building du gouvernement à Mantsoa les 13 et 14 février derniers, afin de résoudre les problèmes socio-économiques du pays. A la suite de ces résolutions, des décisions concrètes devant impacter sur le cours de la vie des citoyens ont été prises lors du conseil du gouvernement. La teneur de ces décisions fera l'objet d'une communication ultérieure », conclut le quotidien.

Mais globalement, il se dégage des résultats de l'analyse des médias que bon nombre d'entre eux portent un regard alarmiste face aux FTE. Autrement dit, ils appréhendent au préalable un bilan négatif à partir du schéma politique et pré-électoral actuel. Ainsi, le thème de l'émission « Dia ahoana no fandehany » sur **KOLO FM** a été axé sur les missions des forces de l'ordre. « Ces derniers temps, nous apercevons souvent des individus en tenue civile qui portent une arme au niveau de leur ceinture dans les lieux publics, comme dans les stades. Même s'ils sont des gardes du corps, ils ne devraient pas avoir le droit de porter d'arme quand qu'ils ne font pas leur travail. Tout cela pour dire que cela favorise la propagation des armes à feu et favorise de ce fait les actes de banditisme », déclare le chroniqueur de l'émission. Ce type de commentaire entretient davantage la méfiance de la population envers les forces de sécurité, situation qui n'avantagerait guère la résolution des FTE.

Plusieurs exemples de propos incendiaires ont été relevés sur **Tia Tandrindrazana**, démontrant ainsi que le quotidien a tendance à aiguïser les tensions. Le journal avance, notamment que le pouvoir actuel fait tout son possible pour pousser Marc Ravalomanana à bout, voire le pousser jusqu'à orchestrer un coup d'Etat. Tia Tanindrazana se montre semble-t-il alarmiste, face aux FTE. Il avance que même après plusieurs tentatives de réconciliation et de consensus, Madagascar entre encore dans une situation de conflit et de crise, l'ONU enverra les casques bleus pour nous calmer ! Il s'agit d'une attitude plutôt alarmiste qui envenime la situation. En parlant de la cérémonie de présentation de vœux du HVM dans l'Anosy, Tia Tanindrazana estime que « cette démonstration de force n'est autre qu'un achat de partisans reflétant ce que le parti au pouvoir a l'intention de faire lors des prochains scrutins. » Il donne aussi de l'importance aux rumeurs, surtout ceux qui concernent Marc Ravalomanana : « il paraît qu'une nouvelle loi interdisant l'importation d'hélicoptères sera proposée. C'est une manière à l'Etat d'empêcher les autres candidats d'en utiliser durant la campagne électorale. »

www.pevmadagascar.eu



Ce projet est financé par l'union européenne